

Le Portugal sans assemblée ni gouvernement

Pour la cinquième fois en deux ans, le président Ramalho Eanes a entamé hier la ronde de ses consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement. Mais l'annonce, vendredi, de la dissolution de l'Assemblée, rend bien dérisoires les perspectives de ce futur cabinet : il ne s'agira en effet que d'un gouvernement de « gestion » chargé de préparer les élections « intercalaires » d'octobre.

Ce qui ne veut pas dire que le choix d'un premier ministre sera chose aisée. Bien entendu, c'est parmi les « indépendants » que le chef de l'Etat va orienter ses recherches, mais cette étiquette est bien dévalorisée depuis les gouvernements successifs d'Alfredo Nobre da Costa et de Carlos Alberto Mota Pinto. A cette méfiance des partis politiques pour « l'indépendantisme » s'ajoute aujourd'hui la tension d'une assemblée « limogée ». Le général Eanes n'a donc qu'une faible marge pour trouver une personnalité dont le cabinet et le programme soient susceptibles d'être acceptés dans les dix jours par le Parlement.

Un nom revenait, hier à Lisbonne, déjà prononcé lors de chaque précédente crise : celui de Manuel Jacinto Nunes, actuel ministre des Finances. On parlait également d'une femme : Maria de Lurdes Pintasilgo, représentante du Portugal auprès de l'Unesco.

Il est vraisemblable que les partis conservateurs (centre démocrate et social et parti social-démocrate), tout à la satisfaction d'avoir obtenu enfin la

dissolution qu'ils réclamaient depuis un an, ne créeront guère de difficultés à ce gouvernement de transition. Le parti communiste, à peu près assuré d'avoir gagné quelques points au cours des derniers mois, voit, lui aussi d'un œil favorable ces « intercalaires » et devrait accepter le cabinet de gestion sans difficultés.

Seul le parti socialiste n'est pas décidé à faciliter la tâche du président de la République. Car la formation de Mario Soares, la première du pays, est bien la grande perdante de l'affaire.

Mario Soares avait en effet déployé ces dernières semaines une intense activité politique pour essayer de former un gouvernement composé de socialistes et de dissidents du parti social-démocrate. En fait, les socialistes étaient prêts à gouverner en coalition, malgré leur répugnance pour cette formule, plutôt que d'affronter des élections qui marqueraient à coup sûr une baisse sensible de leur popularité.

Aujourd'hui, Mario Soares se lance donc dans une critique amère et sévère du chef de l'Etat. « Ces élections, dit-il, ne régleront pas la crise et plongeront le pays dans une période de campagne électorale ruineuse pour son économie. » Il estime en outre que le président « a cédé à la pression d'une faible minorité de députés » et qu'il a pris une décision « d'une extrême gravité dont il portera seul la responsabilité ».

De fait, la dissolution apparaît comme une victoire des

partis de droite qui ont pesé de toute leur influence sur le président pour l'amener à faire ce choix. Mais ils réclamaient aussi un référendum sur la possibilité de réviser la Constitution avant septembre 1980, afin d'orienter ce texte vers une formule « présidentielle ». Logiquement, Ramalho Eanes aurait dû l'accepter. Il l'a refusé. Décidément, l'énigme n'est pas encore levée sur les rêves profonds du président portugais.

Anne-Marie Romero.

